



Paris, le 3 janvier 2006

Destinataires

- Directeurs de CIL/CCI

Commercialisation à distance de services financiers
Incidences sur les prêts accordés par les CIL/CCI

n° 001

Madame, Monsieur le Directeur,

Comme cela vous a été annoncé, l'ordonnance n° 2005-648 du 6 juin 2005 et son décret d'application du 25 novembre 2005 relatifs à la commercialisation à distance de services financiers ont renforcé la protection des consommateurs dans le cadre de l'harmonisation des législations des Etats membres de la communauté européenne, en fixant de nouvelles obligations aux fournisseurs de services financiers qui utilisent des techniques de communication à distance.

Les CIL/CCI sont concernés par ces nouvelles mesures - entrées en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2005 - fondées sur une information préalable renforcée et, pour les crédits à la consommation, sur un allongement du délai de rétractation porté de sept à quatorze jours calendaires révolus, et non réductible.

Le groupe de travail juridique constitué au sein de l'Union avec plusieurs représentants de CIL/CCI a été saisi de cette question dans le but de mettre au point des solutions pragmatiques adaptées aux caractéristiques particulières des produits du 1% Logement.

Vous trouverez ci-joint une note d'application résultant des travaux de ce groupe qui précise le champ des produits concernés et les mentions obligatoires à faire figurer dans les offres de prêt.

Laurence COTTET et Nicole RICOIS (☎ 01 44 85 81 45) sont à votre disposition pour toute précision que vous jugerez utile à ce sujet.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Directeur Général,
Bertrand GOUJON

COMMERCIALISATION A DISTANCE DE SERVICES FINANCIERS**Incidences pratiques pour les CIL/CCI****• PRODUITS DU 1 % LOGEMENT CONCERNES**

Prêts accordés avec l'utilisation **exclusive** de techniques de communication à distance (téléphone, Internet, courrier postal ou électronique, fax,...).

• INFORMATIONS PREALABLES OBLIGATOIRES (décret n° 2005-1450 du 25 novembre 2005)**➤ Organe de contrôle**

En plus de l'identité, de l'activité, de l'adresse et de toutes les informations habituellement portées par les CIL/CCI sur les offres de prêt, il convient d'ajouter pour satisfaire aux dispositions de l'article 1^{er} du décret, les CIL/CCI étant soumis à agrément, le nom et l'adresse des autorités chargées de leur contrôle.

Dans la pratique, il y aura donc lieu d'indiquer dans l'offre de prêt, que le CIL/CCI est soumis au contrôle de l'ANPEEC, 10 rue Desaix 75015 PARIS.

➤ Pour les seuls crédits à la consommation : droit de rétractation et commencement d'exécution

L'emprunteur doit être informé :

- de l'existence d'un droit de rétractation qui peut être exercé dans un délai de 14 jours calendaires révolus, non réductible, y compris pour les crédits affectés, **ce qui nécessitera une modification du paragraphe « rétractation de l'acceptation » dans les offres préalables de prêt ainsi que des formulaires de bordereau de rétractation ;**
- de la possibilité de solliciter, **par une demande expresse**, un commencement d'exécution à compter du 8^{ème} jour, ce qui permettra un déblocage des fonds avant la fin du délai de 14 jours.

Dans la pratique, ces dispositions concernent essentiellement les avances LOCA-PASS et les prêts PASS-TRAVAUX accordés sans contact « face à face » avec l'emprunteur.

Mais elles peuvent s'appliquer le cas échéant à d'autres produits du 1% Logement faisant l'objet d'offres préalables de prêt relevant du crédit à la consommation et qui seraient proposés uniquement par communication à distance : prêts SECURI-PASS, prêts relais pour le coût supplémentaire d'un changement de logement, prêts pour allègement temporaire de quittances de loyers, prêts à personnes physiques pour le financement de travaux d'amélioration (« Besson », maintien à domicile des grands infirmes).

• CONFIRMATION DES INFORMATIONS

Préalablement à tout engagement, l'emprunteur doit recevoir par écrit confirmation des informations préalables.

Dans la pratique, pour les prêts à la consommation, l'offre préalable qui stipule les informations précontractuelles et contractuelles répond à cette obligation.

Pour les prêts Accession (crédits immobiliers), il est rappelé que l'offre de prêt doit toujours être envoyée par voie postale.